

Entre assistance et bombance

Jeudi, 16. juillet 2020

De: Services Publics



Les chiffres du chômage et de l'aide sociale grimpent. Les revenus des actionnaires et des CEO aussi.

De fin février à fin mai, 8300 personnes de plus se sont retrouvées à l'aide sociale, selon une estimation de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS). Les personnes concernées sont avant tout des indépendant-e-s et des employé-e-s à bas revenus qui se sont retrouvé-e-s au chômage partiel.

Licenciements d'un côté

La situation ne va pas en s'améliorant. Christophe Eymann, président de la CSIAS, s'attend à voir 75 000 personnes de plus à l'assistance en 2022. « Bientôt, des personnes totalement différentes seront dépendantes de l'aide sociale. Des personnes, qui pouvaient à peine se l'imaginer il y a encore peu de temps. (1)»

La raison est simple: « Dans toutes les branches, les entreprises abaissent les coûts après le *lockdown* et alignent les plans de démantèlement (2)». Les annonces de licenciements se multiplient, la crise sanitaire se doublant ainsi d'une crise sociale. Selon le politologue René Knüsel, cette dernière pourrait laisser des traces profondes: « Il est en effet à craindre que, comme le montrent les crises précédentes, le volume de sans-emplois ne descende plus en dessous d'un seuil, toujours plus élevé. En d'autres termes, Le nombre de laissés-pour-compte risque d'augmenter en raison d'une distribution toujours plus déséquilibrée des postes de travail au sein de la population (3)» .

Milliards de l'autre

Selon la dernière enquête sur les revenus des CEO et actionnaires des principales entreprises suisses, réalisée par le syndicat Unia, la crise ne touche pas tout le monde (4). Au contraire.

L'étude a scruté trente-sept entreprises helvétiques, dont trente-trois cotées en bourse. Pour l'année 2019, ces sociétés ont versé 63 milliards de francs à leurs actionnaires – en combinant versements de dividendes et rachats d'actions. C'est 4,4 milliards en plus que l'année précédente. À elles seules, Nestlé, Roche et Novartis ont ristourné 35 milliards de francs à leurs propriétaires. On retiendra aussi qu'Ems-Chemie, l'entreprise de la famille Blocher, a versé 462 millions de francs à ses actionnaires – les trois filles du dirigeant UDC, dont la conseillère nationale Magdalena Martullo-Blocher, se sont ainsi partagé 326 millions.

Aides aux actionnaires

Au moins sept entreprises soutenues par la Confédération par le biais des indemnités pour le chômage partiel ont versé des dividendes à leurs actionnaires, pour un total de près de 4 milliards de francs. Il s'agit des sociétés LafargeHolcim (ciment), Lindt & Sprüngli (chocolat), Sika (construction et matériaux), Straumann (matériel médical, qui s'apprête à licencier 660 personnes à l'échelle mondiale), Adecco (location de services), ABB (industrie) et Swatch (horlogerie).

CEO rassasiés

Si les actionnaires ne connaissent pas la crise, la situation des dirigeants opérationnels (CEO) des principales entreprises du pays n'est pas mauvaise non plus. À la première place, Severin Schwan, CEO de Roche, a touché 15,1 millions de francs en 2019. Il est suivi par Sergio Ermotti (UBS, 12,5 millions) et de Tidjane Thiam, le boss sortant de Crédit Suisse (10,7 millions, auxquels pourrait s'ajouter une prime de départ de 30 millions). Quant à Vasant Narasimhan, le patron de Novartis, il affiche une santé financière éclatante, avec 10,6 millions.

L'écart se creuse

Dans les entreprises scrutées par Unia, l'écart entre les rémunérations les plus élevées et les plus basses s'est encore creusé. Il est passé, en moyenne, de 1:142 (2018) à 1:148 (2019). L'inégalité la plus importante se situe au sein de la multinationale pharmaceutique Roche, où M. Schwan touche 308 plus que son employé-e le-la plus mal payé-e. UBS est en deuxième position, avec un écart de 1:241, juste devant Nestlé.

1,2 million d'emplois

En pleine crise sociale et sanitaire les milliards siphonnés par les actionnaires et les CEO prennent un aspect encore plus indécent. « Si les trente-trois sociétés cotées en bourse renonçaient pendant un an au versement d'actions au profit du grand public, cet argent pourrait servir à créer 1,2 million d'emplois au salaire minimum de 4 000 francs. Soit près d'un quart de l'ensemble des emplois sur le marché du travail suisse », souligne Unia.

De quoi amortir largement les effets de la crise sur l'emploi, d'éviter l'explosion du nombre de personnes forcées à recourir à l'aide sociale – et de construire une société plus égalitaire et durable.

(1) *NZZ am Sonntag*, 21 juin 2020.

(2) *Blick*, 26 juin 2020.

(3) *24 heures*, 23 juin 2020.

(4) Unia: *étude sur les écarts salariaux 2020*.